



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA
MARTINIQUE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS

N°R02-2016-002

PUBLIÉ LE 6 JANVIER 2016

Sommaire

DEAL

R02-2015-12-30-004 - Arrêté n° 201512-0017- Prélèvement d'eau à usage agricole- Premier semestre 2016 (11 pages) Page 3

R02-2016-01-04-003 - Arrêté portant subdélégation de signature de M. Patrick BOURVEN en matière d'administration générale aux agents de la DEAL (5 pages) Page 15

R02-2016-01-04-004 - Arrêté portant subdélégation de signature de M. Patrick BOURVEN, aux agents de la DEAL en matière de responsabilité de budgets opérationnels de programme délégué et responsabilité d'unité opérationnelle pour l'ordonnancement secondaire délégué des recettes et des dépenses sur le budget de l'État (4 pages) Page 21

PREFECTURE MARTINIQUE

R02-2015-12-08-004 - arrêté n° BCL2015342-0005 portant désignation du comptable public de la régie personnalisée dénommée "Centre de Planification, d'Information et d'Orientation Familiale". (1 page) Page 26

R02-2015-10-05-001 - arrêté N° BCL2015278-0001 portant règlement et exécution du Budget Primitif 2015 de Case-Pilote. (4 pages) Page 28

R02-2016-01-04-002 - Arrêté n° Cab-2016-0001 du 04-01-2016 autorisant la vidéo-verbalisation et l'extension du périmètre de vidéoprotégé dans la ville de Fort-de-France (4 pages) Page 33

PREFECTURE MARTINIQUE

R02-2016-01-04-001 - Décision portant sur la délégation de signature aux collaborateurs du Directeur Interrégional des douanes antilles guyane (2 pages) Page 38

DEAL

R02-2015-12-30-004

Arrêté n° 201512-0017- Prélèvement d'eau à usage
agricole- Premier semestre 2016

*Autorisation temporaire concernant les prélèvement d'eau à usage agricole du 1er janvier au 30
juin 2016*

PRÉFET DE LA MARTINIQUE

ARRETE PREFECTORAL N° 2015-12-0017
portant autorisation temporaire
au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement
concernant les prélèvements d'eau à usage agricole pour la période du
1er janvier 2016 au 30 juin 2016

Le Préfet

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement ;
- VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;
- VU** le dossier de demande d'autorisation temporaire complet et régulier déposé au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement reçu le 29/10/2015, présenté par la Chambre d'Agriculture, représentée par son Président, mandataire, enregistré sous le n° 972 – 2015 – 00031 et relatif aux prélèvements individuels d'eau à usage agricole pour le second semestre 2015 ;
- VU** le rapport rédigé par le service police de l'eau en date du 27/11/2015;
- VU** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 11/12/2015 ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau, notamment par une restriction des débits autorisés eu égard à la demande formulée par les agriculteurs, en vue de garantir les débits réservés,

CONSIDERANT l'écart constaté entre les volumes autorisés et les volumes prélevés,

CONSIDERANT que le pétitionnaire n'a pas émis d'avis dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Objet de l'autorisation temporaire

Les mandants dont la liste est annexée au présent arrêté, sont autorisés en application de l'article L 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser les prélèvements d'eau de surface pour les usages agricoles, pour la période du 1er janvier 2016 au 30 juin 2016 et renouvelable pour 6 mois.

Les rubriques définies au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

| Rubrique | Intitulé | Régime |
|----------|---|---|
| 1.2.1.0 | <p>A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L.214-9 du code de l'environnement, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe :</p> <p>1° D'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m³/heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (A) ;</p> <p>2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m³/heure ou entre 2 et 5% du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau (D).</p> | <p>Autorisation</p> <p>Arrêté du 11 septembre 2003</p> |

ARTICLE 2 : Durée de l'autorisation

L'autorisation porte sur une durée de 6 mois, à compter du 1^{er} janvier 2016.

Afin d'obtenir une nouvelle autorisation, la Chambre d'Agriculture doit déposer une nouvelle demande en préfecture au plus tard le 30 avril 2016. Cette demande devra reprendre les éléments mis à jour du précédent dossier et comporter en outre l'indication des volumes prélevés sur la période précédente, la référence aux débits de temps sec et fera apparaître dans le cadre de l'obligation de comptage des volumes prélevés pour chaque point autorisé les relevés des mesures effectuées en continu ainsi que le débit horaire moyen et maximum suivant relevé transmis par le propriétaire ou l'exploitant autorisé. L'analyse des débits de prélèvement demandés portera obligatoirement sur le cumul par bassin versant concerné des prélèvements sollicités au regard du respect du cinquième du module par période de temps sec.

ARTICLE 3 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans indemnité.

Si, à quelque époque que ce soit, l'administration décidait dans l'intérêt de l'agriculture, du commerce, de l'industrie ou de la salubrité publique, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait demander aucune justification ni réclamer aucune indemnité.

Toutefois, si ces dispositions venaient à modifier substantiellement les conditions de l'autorisation, elles ne pourraient être décidées qu'après l'accomplissement de formalités semblables à celles qui ont précédé le présent arrêté.

L'autorisation pourra en outre être révoquée soit à la demande du Directeur Régional des Finances Publiques en cas d'inexécution des conditions financières, soit à la demande du Directeur de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt, en cas de cession irrégulière à un tiers, de modification de la destination de l'occupation ou d'inexécution des prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Contrôle des installations

Les permissionnaires sont tenus de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police, le mode de distribution et le partage des eaux.

Les agents des services publics, notamment ceux de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement du Logement et de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques, auront constamment libre accès aux installations autorisées.

Les permissionnaires doivent, sur leur réquisition, mettre les fonctionnaires du contrôle à même de procéder à toutes les mesures de vérifications et expériences utiles pour constater l'exécution du présent arrêté et leur fournir le personnel et les appareils nécessaires.

Cette autorisation ne préjuge pas de la qualité de l'eau. Il appartient à chaque préleveur de réaliser des analyses, notamment sur la teneur en chlordécone, pour vérifier la compatibilité de la qualité de l'eau à la sensibilité des usages qu'il en fait.

ARTICLE 5 : Impôts

Les bénéficiaires de la présente autorisation supporteront seuls la charge de tous les impôts auxquels pourraient éventuellement être assujettis les terrains, aménagements et installations, quelles qu'en soient l'importance et la nature, qui seraient exploités en vertu du présent arrêté.

ARTICLE 6 : Prescriptions

Le pétitionnaire doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.2.1.0 de la nomenclature définie au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement.

Il doit en outre respecter les conditions suivantes :

- Lors de la réalisation d'un prélèvement, les propriétaires et exploitants dont les noms figurent en annexe ne doivent en aucun cas réaliser ou exploiter des ouvrages qui seraient soumis à déclaration ou autorisation au titre des autres rubriques de la nomenclature définie au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement, sans en avoir fait au préalable la déclaration ou la demande d'autorisation et avoir obtenu le récépissé de déclaration ou l'arrêté d'autorisation ;
- Toute modification notable apportée aux ouvrages ou installations de prélèvement, à leur localisation, leur mode d'exploitation, aux caractéristiques principales du prélèvement lui-même (débit, volume, période), tout changement de type de moyen de mesure ou de mode d'évaluation de celui-ci, ainsi que tout autre changement notable des éléments du dossier d'autorisation initial doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet. Celui-ci peut si nécessaire exiger le dépôt d'une nouvelle déclaration ou autorisation en cas de dépassement du seuil de débit fixé par la rubrique correspondante ;
- Les sites d'implantation des ouvrages sont choisis en vue de prévenir toute surexploitation ou dégradation significative de la ressource en eau, superficielle ou souterraine, déjà affectée à la production d'eau destinée à la consommation humaine ou à d'autres usages dans le cadre d'activités régulièrement exploitées ;
- Toutes les dispositions nécessaires sont prises par chaque bénéficiaire de la présente autorisation dont la liste figure en annexe, notamment par l'installation de bacs de rétention, d'abris étanches ou tout autre moyen en vue de prévenir tout risque de pollution des eaux par les carburants et autres produits (huile moteur notamment) susceptibles d'altérer la qualité des eaux, en particulier les fluides de fonctionnement du moteur thermique ;
- Chaque installation de prélèvement doit permettre le prélèvement d'eau brute ;

- Tous les bénéficiaires de la présente autorisation doivent **laisser passer dans le cours d'eau un débit minimal correspondant au cinquième du module théorique au droit de leur prise d'eau** ; le débit des prises d'eau ne pourra en aucun cas dépasser les débits mentionnés dans l'annexe ci-jointe.

Par ailleurs, le débit instantané est, si nécessaire, ajusté de manière à :

- Permettre le maintien en permanence de la vie, la circulation, la reproduction des espèces piscicoles qui peuplent le cours d'eau où s'effectue le prélèvement ;

- Respecter les orientations, restrictions ou interdictions applicables dans les zones d'expansion des crues et les zones concernées par un schéma d'aménagement et de gestion des eaux, un plan de prévention des risques naturels, un périmètre de protection d'un point de prélèvement d'eau destiné à la consommation humaine ;

- Dans le cas d'utilisation de retenues, celles-ci seront remplies de préférence hors période de carême ;

- Le préfet peut, sans que les bénéficiaires figurant en annexe du présent arrêté puissent s'y opposer ou solliciter une quelconque indemnité, réduire ou suspendre temporairement les prélèvements dans le cadre des mesures prises au titre du décret n° 92-1041 du 24 septembre 1992 relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau ;

- Les ouvrages et installations de prélèvement d'eau doivent être conçus de façon à éviter le gaspillage d'eau. A ce titre, les bénéficiaires dont la liste figure en annexe prennent des dispositions pour limiter les pertes des ouvrages, réseaux et installations alimentés par le prélèvement dont ils ont la charge ;

- Le prélèvement d'eau, indépendamment de la présente autorisation doit répondre aux exigences des bonnes pratiques agricoles en évitant tout gaspillage de la ressource notamment pour ce qui concerne les heures d'arrosage ;

- Chaque ouvrage et installation de prélèvement autorisés sont équipés de moyens de mesures ou d'évaluation appropriés du volume prélevé. Toute installation de pompage autorisée au titre du présent arrêté, dont la liste figure en annexe, est équipée d'un dispositif de comptage des volumes prélevés. Les compteurs volumétriques équipés d'un système de remise à zéro sont interdits. Les moyens de mesure du volume prélevé sont régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable ;

- Les propriétaires et exploitants autorisés au titre du présent arrêté, dont la liste figure en annexe, consignent sur un registre ou un cahier les éléments du suivi de l'exploitation de l'ouvrage ou de l'installation de prélèvement ci-après :

* Pour les prélèvements par pompage visés ci-dessus, les volumes prélevés mensuellement et annuellement et le relevé de l'index du compteur volumétrique à la fin de chaque année civile ;

* Les incidents survenus dans l'exploitation et, selon le cas, dans la mesure des volumes prélevés ;

* Les entretiens, contrôles et remplacement des moyens de mesure ;

- Ce cahier est conservé 3 ans par chaque bénéficiaire de l'autorisation issue du présent arrêté et est tenu à la disposition des agents chargés du contrôle et de la Police de l'Eau; les données qu'il contient sont transmises à la Chambre Départementale d'Agriculture au 31 décembre de l'année civile. La Chambre Départementale d'Agriculture en fait une synthèse et la transmet avant le 31 janvier suivant au service chargé de la Police de l'Eau.

- Les bénéficiaires dont la liste figure en annexe devront entretenir, en outre, les parties désignées du domaine public, à savoir les berges à proximité de l'ouvrage. Ils sont autorisés à procéder au désensablement autour de la crépine à l'aide d'un engin mécanique quand cela est nécessaire au bon fonctionnement du prélèvement.

ARTICLE 7 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R.214-18 du code de l'environnement.

ARTICLE 8 : Déclaration des incidents ou accidents

Chaque mandant est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet et au service de police de l'eau les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, tout mandant devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Chaque mandant demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

ARTICLE 9 : Remise en état des lieux

Si à l'échéance de la présente autorisation, un ou des mandants décident de ne pas en demander le renouvellement, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

ARTICLE 10 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

ARTICLE 11 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 12 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas un mandant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARTICLE 13 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture, et aux frais du mandataire, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Une ampliation de la présente autorisation sera transmise pour information aux conseils municipaux des communes concernées.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture.

ARTICLE 14 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- Par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- Par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

ARTICLE 15 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture,

Le directeur de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,

Le président de la chambre d'agriculture,

Le directeur de l'environnement de l'aménagement et du logement,

Le chef de la brigade départementale de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques,

Les maires des communes de la Martinique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

30 DEC. 2015

Le préfet de la Martinique



Fabrice RIGOLET-ROZE

Annexe 1

Liste des points de prélèvement

| Cléf Prélèvement | Nom Agriculteur | X | Y | Bassin versant | Rivière | Débit demandé M ³ /h | Débit Autorisé M ³ /h | Volume/an Demandé M ³ | Volume consommé M ³ | volume autorisé M ³ |
|------------------|----------------------------------|-----------|----------|-------------------------|------------------------|---------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| 2 | CIRAD | -60,96933 | 14,62055 | La Lézarde | La Lézarde Rivière | 30 | 30 | 5040 | 0 | 2520 |
| 3 | MAURICE Dominique Benoit | -60,97369 | 14,63736 | La Lézarde | Petite Rivière | 50 | 35 | 36000 | 0 | 18000 |
| 7 | SCEA CONCORDE | -61,00284 | 14,76219 | Rivière de Sainte-Marie | Rivière Bambous | 300 | 300 | 180000 | 0 | 90000 |
| 9 | BALLANDRAS Frédérique Alphonse | -61,13855 | 14,70187 | Rivière Fond Capot | Rivière Fond Capot | 17 | 17 | 19992 | 0 | 9996 |
| 10 | SARL SOULDON | -60,99082 | 14,64702 | La Lézarde | La Lézarde Rivière | 300 | 300 | 468000 | 75667 | 234000 |
| 11 | SARL SOULDON | -60,99065 | 14,64696 | La Lézarde | La Lézarde Rivière | 39 | 39 | 102960 | 0 | 51480 |
| 12 | SARL SOCOBAN | -61,16998 | 14,74957 | la Roxelane | La Roxelane Rivière | 125 | 125 | 100000 | 0 | 50000 |
| 18 | EARL MONT EOLE | -60,98959 | 14,65039 | La Lézarde | La Lézarde Rivière | 300 | 300 | 655200 | 35143 | 327600 |
| 19 | SARL HABITATION ASSIER | -61,06803 | 14,83285 | Rivière Grande Anse | Rivière Grande Anse | 140 | 140 | 305760 | 43366 | 152880 |
| 20 | SARL HABITATION ASSIER | -61,07568 | 14,83713 | Ravine Roquelaur | Rivière Grande Anse | 120 | 120 | 262080 | 3369 | 131040 |
| 24 | ROSALIE Emile Proper | -60,95087 | 14,68622 | Ravine Mansarde | Ravine Mansarde | 40 | 14 | 11200 | 0 | 5600 |
| 25 | SARL DUHAUMONT | -61,04740 | 14,81928 | Rivière du Lorrain | Rivière du Lorrain | 216 | 216 | 311040 | 0 | 155520 |
| 26 | LATA Eric Jérôme | -61,01987 | 14,80369 | Rivière Marigot | Rivière Coulée | 18 | 18 | 2880 | 0 | 1440 |
| 30 | BATTERVY Aubert | -60,99373 | 14,67505 | La Lézarde | La Lézarde Rivière | 40 | 40 | 14400 | 0 | 7200 |
| 31 | EARL DE BELFORT | -60,99461 | 14,65317 | La Lézarde | La Lézarde Rivière | 350 | 350 | 554400 | 58588 | 277200 |
| 32 | SARL Societe AgricolePerinelle | -61,17720 | 14,75890 | Rivière des Peres | Rivière des Peres | 250 | 250 | 325000 | 380429 | 380429 |
| 38 | EARL HABITATION RIVIERE MONSIEUR | -61,04966 | 14,64963 | la Jambette | La Jambette Rivière | 20 | 20 | 28000 | 0 | 14000 |
| 41 | EURL SIBAN | -61,01588 | 14,67435 | La Lézarde | Rivière Blanche | 160 | 160 | 501760 | 439 | 250880 |
| 48 | EURL SIBAN | -61,02092 | 14,66570 | Rivière du Longvilliers | Rivière Prospérité | 200 | 100 | 588000 | 7851 | 294000 |
| 51 | AUGUSTINE Tania Valentine | -60,96893 | 14,65638 | La Lézarde | Petite Rivière | 20 | 18 | 4800 | 56 | 2400 |
| 55 | ES CLERENCE | -60,97412 | 14,63426 | La Lézarde | Petite Rivière | 50 | 50 | 33600 | 0 | 16800 |
| 63 | MARIE NOEL Charles Lambert | -60,94519 | 14,54166 | Rivière Saïée | Rivière Les Coullisses | 20 | 20 | 23520 | 0 | 11760 |
| 64 | ROTSFN Georges Joseph Patric | -60,96651 | 14,65366 | La Lézarde | Petite Rivière | 15 | 14 | 12600 | 0 | 6300 |
| 66 | LE LABRENTY1 SA | -60,98177 | 14,61328 | La Lézarde | La Lézarde Rivière | 980 | 980 | 4417840 | 0 | 2208920 |
| 69 | EARL BAN UNION SAINTE M | -60,97403 | 14,62662 | La Lézarde | Petite Rivière | 100 | 100 | 224000 | 1399 | 112000 |
| 70 | SARL VALLEE DU LORRAIN | -61,04943 | 14,80844 | Rivière du Lorrain | Rivière du Lorrain | 110 | 110 | 211200 | 10007 | 105600 |
| 73 | EARL DESIRADE | -60,99537 | 14,66396 | La Lézarde | La Lézarde Rivière | 200 | 150 | 504000 | 86047 | 252000 |
| 74 | LAVERNE Lucrecia | -60,95148 | 14,67558 | Ravine Mansarde | Ravine Mansarde | 50 | 50 | 9600 | 0 | 4800 |
| 75 | SARL HABITATION BOCHET | -60,98391 | 14,63940 | La Lézarde | La Lézarde Rivière | 300 | 300 | 1142400 | 35322 | 571200 |
| 76 | EARL HABITATION RIVIERE MONSIEUR | -61,04968 | 14,64964 | Rivière Monsieur | Rivière Monsieur | 150 | 150 | 252000 | 0 | 126000 |

| Cdt Prélèvement | Nom Agriculteur | X | Y | Rivière versant | Rivière | Débit autorisé M ³ /h | Débit autorisé M ³ /h | VOLUME/an Demandé M ³ | VOLUME conventionnel M ³ | VOLUME autorisé M ³ |
|-----------------|--------------------------------|-----------|----------|-------------------------|---------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|
| 191 | SARL PARNASSE | -61,14253 | 14,75327 | la Roxehane | Rivière Clitandre | 5 | 5 | 10800 | 0 | 5400 |
| 193 | UNION SARL | -60,98259 | 14,63193 | La Lézarde | La Lézarde Rivière | 300 | 300 | 1209600 | 39442 | 604800 |
| 195 | CIRAD | -60,96933 | 14,62055 | La Lézarde | Ravine de Roches – Carrés | 18 | 18 | 19440 | 0 | 9720 |
| 213 | EARL CASTEL | -61,05209 | 14,82874 | Rivière la Salle | Rivière Crochemont | 10 | 10 | 11520 | 0 | 5760 |
| 216 | VILDEUIL José | -61,08636 | 14,82335 | Rivière Rouge | Rivière Rouge | 95 | 95 | 68400 | 0 | 34200 |
| 220 | PAULIN Romuald Justin | -60,97989 | 14,56523 | Rivière la Manche | Rivière Pierre | 19 | 19 | 26068 | 0 | 13034 |
| 221 | BEUZE Dominique | -60,90113 | 14,53893 | Rivière Grande Case | Rivière la Nau | 5 | 5 | 5040 | 0 | 2520 |
| 222 | CHERUBIN JEANETTE Eddy Simon | -60,92071 | 14,55961 | Rivière Salée | Rivière Roussane | 50 | 50 | 45000 | 21948 | 22500 |
| 226 | VOTTER Léon Richard | -60,98379 | 14,68609 | La Lézarde | Rivière Pomme | 15 | 15 | 2700 | 410 | 1350 |
| 228 | SARL PETIT MORNE | -60,98032 | 14,61775 | La Lézarde | La Lézarde Rivière | 300 | 300 | 1814400 | 35644 | 907200 |
| 229 | SARL PETIT MORNE | -60,98035 | 14,61818 | La Lézarde | La Lézarde Rivière | 300 | 300 | 2419200 | 4476 | 1209600 |
| 230 | SARL PETIT MORNE | -60,98022 | 14,61844 | La Lézarde | La Lézarde Rivière | 80 | 36 | 192000 | 111033 | 169533 |
| 242 | PIQUONNE Irma Julienne | -60,92062 | 14,55952 | Rivière Salée | Rivière Les Coullisses | 17 | 17 | 16660 | 0 | 8330 |
| 247 | EARL DACOU | -61,13291 | 14,70206 | Rivière Fond Capot | Rivière Coco | 15 | 15 | 5760 | 0 | 2880 |
| 254 | SARL PLANTATION SAINT-ETIENNE | -61,01659 | 14,69116 | La Lézarde | La Lézarde Rivière | 10 | 5 | 14400 | 0 | 7200 |
| 255 | EARL HABITON GONDEAU | -61,02717 | 14,64331 | Gondeau | Gondeau | 150 | 150 | 86400 | 76 | 43200 |
| 256 | EARL HABITON GONDEAU | -61,02721 | 14,64539 | Gondeau | Gondeau | 20 | 20 | 13960 | 0 | 6480 |
| 257 | SARL CHOISY | -61,01593 | 14,66680 | La Lézarde | La Lézarde | 90 | 17 | 155520 | 0 | 7760 |
| 260 | SARL PETIT MORNE | -60,98157 | 14,61364 | La Lézarde | La Lézarde Rivière | 100 | 100 | 288000 | 27370 | 288000 |
| 261 | SARL RIFA | -61,00366 | 14,63486 | Rivière du Longvilliers | Rivière du Longvilliers | 140 | 140 | 611520 | 0 | 305760 |
| 264 | SARL ANTILLES VITRO PLAN | -60,98959 | 14,65039 | La Lézarde | La Lézarde Rivière | 40 | 40 | 11200 | 24416 | 24416 |
| 269 | MESLIEN Josette Eléonore | -61,08632 | 14,82399 | Rivière Rouge | Rivière Cloche | 17 | 17 | 8568 | 0 | 4284 |
| 275 | EARL BEAUVALLON | -61,11202 | 14,77006 | Rivière Capot | Rivière du Gallon | 10 | 10 | 6720 | 0 | 3360 |
| 276 | SARL RESSOURCE | -60,98477 | 14,73385 | Rivière du Gallon | Rivière du Gallon | 30 | 30 | 90720 | 14384 | 45360 |
| 277 | SARL RESSOURCE | -60,98686 | 14,73572 | Rivière du Gallon | Rivière du Gallon | 200 | 200 | 436800 | 0 | 218400 |
| 278 | DELINDE Daniel Pépin | -60,96521 | 14,61129 | La Lézarde | Ancien Lit de la Lézarde | 15 | 15 | 6480 | 0 | 3240 |
| 279 | DELINDE Daniel Pépin | -60,96430 | 14,60013 | La Lézarde | Ancien Lit de la Lézarde | 20 | 8 | 16800 | 0 | 8400 |
| 280 | CHAUBO DOCTROVE IRENEE | -60,99509 | 14,73795 | Rivière du Gallon | Rivière du Gallon | 25 | 25 | 7200 | 0 | 3600 |
| 282 | SCEA LES FIGUIERS | -61,10934 | 14,77778 | Rivière Capot | Rivière François | 16 | 16 | 24576 | 0 | 12288 |
| 283 | PERONET Frédéric | -61,04897 | 14,80247 | Rivière du Lorrain | Rivière François | 8 | 5 | 768 | 16 | 384 |
| 285 | LUC CAYOL Yvon Jean Pierre | -61,02808 | 14,67530 | La Lézarde | Rivière Gourrau | 30 | 30 | 5040 | 0 | 2520 |
| 294 | BASTEL Moïse | -61,12195 | 14,83620 | Rivière Pocquet | Rivière Gourrau | 15 | 15 | 3600 | 2 | 1800 |
| 303 | SARL Jardin Capitaine Latouche | -61,17442 | 14,73264 | Rivière Anse Latouche | Rivière Anse Latouche | 48 | 48 | 19200 | 3218 | 9600 |
| 305 | EARL PETIT PRE | -61,00166 | 14,62868 | Rivière du Longvilliers | Rivière du Longvilliers | 25 | 25 | 72000 | 0 | 36000 |
| 307 | SARL BAGATTE | -60,99681 | 14,69684 | La Lézarde | Rivière Petite Lézarde | 150 | 150 | 561600 | 0 | 280800 |
| 308 | SAS LAPALLU | -60,96045 | 14,54734 | Rivière Salée | Rivière Les Coullisses | 50 | 50 | 40000 | 0 | 20000 |
| 314 | SCEA LA FERME DES ETANGS | -60,96622 | 14,50275 | Rivière Oman | Rivière Oman | 24 | 13 | 10752 | 0 | 5376 |
| 319 | OUEDY Alex Victor | -61,00027 | 14,58595 | La Lézarde | La Lézarde Rivière | 18 | 18 | 4752 | 0 | 2376 |
| 320 | UNION SARL | -60,97994 | 14,62888 | La Lézarde | Ravine Bochette | 40 | 40 | 96000 | 0 | 48000 |
| 321 | UNION SARL | -60,97412 | 14,62930 | La Lézarde | Petite Rivière | 100 | 80 | 249600 | 15519 | 124800 |
| 322 | UNION SARL | -60,97390 | 14,62207 | La Lézarde | Petite Rivière | 100 | 48 | 515200 | 1728 | 257600 |
| 326 | PAMPHILE ALAIN Alex | -60,97664 | 14,76135 | Petite Rivière Salée | Petite Rivière Salée | 25 | 25 | 50400 | 0 | 25200 |

| Chif Prélèvement | Nom Ayricultrice | X | Y | Stasin versant | Rivière | Date demandé M ³ /h | Débit Autorisé M ³ /h | Volume/an Demandé M ³ | Valeur estimation M ³ | Valeur autorisée M ³ |
|---------------------|-----------------------------------|------------|------------|-------------------------|--------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|
| 327 | SARL BANANE DU MALGRE | -60,97039 | 14,70946 | Rivière du Gallon | La Tracée Rivière | 15 | 15 | 39600 | 8930 | 19800 |
| 332 | MONLOUIS BONNAIRE Felix Mathias | -60,90315 | 14,53965 | Rivière Salée | Rivière La Nau | 50 | 50 | 50400 | 0 | 25200 |
| 333 | M ^r VOULA Serge | -60,91141 | 14,56339 | Rivière Salée | Rivière Les Couisses | 25 | 25 | 6400 | 0 | 3200 |
| 334 | EARL DOMAINES THEUBERT | -61,16762 | 14,75114 | la Roxelane | La Roxelane Rivière | 100 | 100 | 64000 | 3214 | 32000 |
| 336 | EARL LES SERRES DE PREVILLE | -61,14375 | 14,84665 | Rivière Roche | | 5 | 3 | 40320 | 11938 | 20160 |
| 341 | SARL LES JARDINIERS DU NORD | -61,10033 | 14,76203 | Rivière Capot | Rivière Cloche | 13 | 13 | 82992 | 54750 | 79647,6 |
| 343 | PIERRE LOUIS Charles Omer Louis | -60,89363 | 14,56129 | Rivière du Simon | Rivière Mahaut | 10 | 10 | 2400 | 0 | 1200 |
| 345 | ELIAZORD Maurice Romuald | -60,98235 | 14,71267 | Rivière du Gallon | La Tracée Rivière | 17 | 17 | 11900 | 0 | 5950 |
| 349 | CHEVALIER MICHEL | -61,04405 | 14,76642 | Rivière de Sainte-Marie | Rivière de Bezaudin | 5 | 5 | 480 | 0 | 240 |
| 350 | SARL BANANES DU GALLON | -60,95290 | 14,71338 | Rivière du Gallon | Rivière du Gallon | 30 | 30 | 57600 | 6492 | 28800 |
| 351 | SARL PERRIGNA | -61,15431 | 14,87115 | Rivière Lagarde | | 1 | 1 | 8064 | 0 | 4032 |
| 356 | REINE dite REINETTE Viviane Marie | -60,93747 | 14,56686 | Rivière Salée | | 30 | 30 | 10080 | 0 | 5040 |
| 357 | SARL BAGATELLE | -60,98317 | 14,72076 | Rivière du Gallon | La Tracée Rivière | 10 | 10 | 13560 | 0 | 7680 |
| 358 | SARL BAGATELLE | -60,98326 | 14,71313 | Rivière du Gallon | La Tracée Rivière | 120 | 120 | 80640 | 0 | 40320 |
| 359 | SARL MADININA CULTURE | -61,14252 | 14,75327 | la Roxelane | Rivière Chandre | 33 | 33 | 133056 | 20390 | 66528 |
| 361 | SARL LE JARDIN DE CHÂTEAU GAIL | -61,136890 | 14,76150 | la Roxelane | Rivière La Calave | 20 | 20 | 100800 | 113490 | 113490 |
| 362 | SARL BAGATELLE | -60,99458 | 14,69822 | La Lézarde | | 10 | 10 | 19200 | 0 | 9600 |
| 363 | GOVETTE ROSLINE | -60,99149 | 14,72658 | Rivière du Gallon | | 25 | 25 | 11200 | 0 | 5600 |
| 366 | D.A.S.L SAS | -60,96828 | 14,48014 | Rivière Oman | Rivière Oman | 85 | 85 | 68000 | 880 | 34000 |
| 367 | SCEA CONCORDE | -60,99700 | 14,76240 | Rivière de Sainte-Marie | Rivière Bambois | 20 | 20 | 43200 | 0 | 21600 |
| 371 | AUGUSTIN Alex Sebastien | -61,07845 | 14,80020 | Rivière Grande Anse | | 15 | 15 | 17280 | 0 | 8640 |
| 372 | CAFEIERE SAS | -61,00055 | 14,7669444 | Rivière de Sainte-Marie | Rivière de Sainte-Marie | 200 | 200 | 432000 | 0 | 216000 |
| 373 | CAFEIERE SAS | -61,01055 | 14,7433333 | Rivière de Sainte-Marie | Rivière de Sainte-Marie | 260 | 260 | 561600 | 73500 | 280800 |
| 374 | CAFEIERE SAS | -61,02618 | 14,75097 | Rivière de Sainte-Marie | Rivière Bambois | 180 | 180 | 388800 | 48806 | 194400 |
| 380 | MONOTUKA Olivier | -60,96332 | 14,58617 | La Lézarde | | 7 | 2 | 504 | 0 | 252 |
| 381 | SCEA AU JARDIN DE TAVERNIER | -61,00070 | 14,58619 | La Lézarde | La Lézarde Rivière | 35 | 35 | 12600 | 0 | 6300 |
| 383 | AUGUSTINE Sylvère Alfred | -60,92771 | 14,51793 | Rivière Salée | | 2 | 2 | 2016 | 0 | 1008 |
| 384 | EARL KFR | -60,92622 | 14,5336 | Rivière Salée | Ruisseau Fonds Masson | 17 | 17 | 11424 | 0 | 5712 |
| 386 | DUCLOVEL LUDOVIC GEORGES | -61,09136 | 14,84042 | Rivière Capot | Rivière Capot | 30 | 30 | 5280 | 0 | 2640 |
| 387 | ASAUPINV | -60,95868 | 14,69253 | Rivière du Gallon | Rivière de la Digue | 180 | 180 | 176400 | 93604 | 146524 |
| 388 | SARL HABITATION ASSIER | -61,08080 | 14,82850 | Rivière Rouge | Rivière Claire | 15 | 15 | 36000 | 41760 | 41760 |
| 391 | PIERRE-GABRIEL Rosine | -61,16206 | 14,68341 | Rivière Fond Capot | Rivière Fond Capot | 17 | 17 | 17136 | 201 | 8568 |
| 393 | EDEN SARL | -61,13165 | 14,80966 | Rivière Capot | Rivière Noire | 15 | 15 | 25200 | 49546 | 49546 |
| 398 | FLORENTIN MARCELLE | -61,14517 | 14,69446 | Rivière Fond Capot | Rivière La Mare | 20 | 20 | 161280 | 0 | 80640 |
| 399 | EARL LA DIGUE | -61,14580 | 14,69589 | Rivière Fond Capot | Rivière La Mare | 20 | 20 | 154560 | 0 | 77280 |
| 400 | EARL HORTICOLE PETIT GALLON | -60,99964 | 14,74270 | Rivière du Gallon | Rivière Petit Gallon | 205 | 205 | 52480 | 5511 | 26240 |
| 402 | DANGEFOS Marie-Noëlle | -61,07148 | 14,68237 | Rivière Monsieur | Rivière Balata | 30 | 30 | 7200 | 0 | 3600 |
| 404 | BOURGEOIS Jacques hughees | -61,00922 | 14,64463 | Rivière du Longvilliers | Rivière du Longvilliers | 15 | 15 | 5760 | 0 | 2880 |
| 405 | EARL ARCE | -61,06931 | 14,82789 | Rivière Grande Anse | Rivière Grande Anse | 35 | 35 | 84000 | 0 | 42000 |
| 408 | MAIRIE DU MORNE VERT | -61,12256 | 14,70797 | Rivière du Carbet | petite Rivière du Carbet | 67 | 67 | 268268 | 0 | 134134 |
| 409 | MAIRIE DU MORNE VERT | -61,12214 | 14,70085 | Rivière Fond Capot | Rivière Fond Capot | 100 | 100 | 268800 | 0 | 134400 |
| 410 | MAIRIE DU MORNE VERT | -61,12818 | 14,69849 | Rivière Fond Capot | Rivière Tranchette | 10 | 10 | 80640 | 0 | 40320 |
| 411 | SARL HABITATION COCOTTE | -60,99469 | 14,57493 | La Lézarde | La Lézarde Rivière | 80 | 80 | 224000 | 0 | 112000 |
| 414 | SARL HABITATION COCOTTE | -60,98194 | 14,55975 | Rivière la Manche | Rivière La Manche | 120 | 120 | 350000 | 33258 | 168000 |

| Prélèvement | Nom Agriculteur | X | Y | Bassin versant | Rivière | Debit demandé M ³ /h | Debit Autorisé M ³ /h | Volume/an Demandé M ³ | Volume consommé M ³ | Volume autorisé M ³ |
|-------------|--------------------------------------|------------|----------|----------------------------|---------------------------------------|---------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| 415 | LE LAREINTY SA | -60,98233 | 14,61311 | La Lézarde | La Lézarde Rivière | 300 | 300 | 840000 | 0 | 420000 |
| 418 | DAPHNE Patricia | -61,15968 | 14,73953 | Rivière Anse Latouche | | 10 | 10 | 3640 | 0 | 1920 |
| 419 | GATEAU Victor Emilien | -61,15776 | 14,68993 | Rivière Fond Capot | Rivière Fond Capot | 30 | 30 | 10800 | 0 | 5400 |
| 420 | VIDAL Marlene | -61,03769 | 14,68819 | La Lézarde | La Lézarde Rivière | 10 | 10 | 1920 | 0 | 960 |
| 421 | MAURICRAC Jules | -61,10712 | 14,76225 | Rivière Capot | Rivière Capot | 10 | 10 | 26880 | 0 | 13440 |
| 424 | EARL DANNAP PRODUCTIONS | -61,11338 | 14,76254 | Rivière Capot | Rivière Capot | 10 | 10 | 3360 | 0 | 1680 |
| 426 | CHATEAU DEGAT Jeanne | -61,10934 | 14,77778 | Rivière Capot | Rivière François | 15 | 15 | 12600 | 0 | 6300 |
| 427 | JASAPRBBPM | -61,11339 | 14,82915 | Rivière Capot | Rivière Falaise | 540 | 540 | 2540160 | 0 | 1270080 |
| 429 | JASAPRBBPM | -61,10563 | 14,84734 | Rivière Pocquet | Rivière Pocquet | 55 | 55 | 147840 | 0 | 73920 |
| 430 | JASAPRBBPM | -61,12016 | 14,83995 | Rivière Pocquet | Rivière Pocquet | 540 | 540 | 1451530 | 0 | 725760 |
| 431 | JASAPRBBPM | -61,12382 | 14,84779 | Rivière de Basse-Pointe | Rivière de Basse-Pointe | 240 | 240 | 510720 | 0 | 255360 |
| 432 | JASAPRBBPM | -61,11807 | 14,85897 | Rivière de Basse-Pointe | Rivière de Basse-Pointe | 240 | 240 | 510720 | 0 | 255360 |
| 434 | JASAPRBBPM | -61,12857 | 14,86291 | Rivière Hackaert | Rivière Hackaert | 50 | 50 | 106400 | 0 | 53200 |
| 436 | JASAPRBBPM | -61,13770 | 14,86043 | Rivière Roche | Rivière Roche | 70 | 70 | 188160 | 0 | 94080 |
| 437 | JASAPRBBPM | -61,15214 | 14,85268 | Rivière de Macouba | Rivière de Macouba ou Rivière Verger | 75 | 75 | 404800 | 0 | 302400 |
| 441 | REMARDE Jean Luc Benjamin | -060,99736 | 14,74025 | Rivière du Gallon | Rivière du Gallon | 20 | 20 | 7200 | 0 | 3600 |
| 442 | VERNON Auguste Christophe | -60,95552 | 14,51338 | Rivière Salée | Rivière de Trenelle | 3 | 3 | 396 | 0 | 198 |
| 443 | VIVANS Emile | -60,98150 | 14,70737 | Rivière du Gallon | La Tracée Rivière | 24 | 20 | 2304 | 640 | 1152 |
| 446 | SARL HABITATION TRIANON | -60,91540 | 14,61455 | Rivière Desroses | Rivière Desroses | 200 | 200 | 240000 | 0 | 120000 |
| 449 | ARNAUD JEAN BAPTISTE SIMONE Patricia | -60,90670 | 14,57023 | Rivière Salée | Rivière Saut | 10 | 10 | 2880 | 0 | 1440 |
| 451 | GFA BEAUSEJOUR | -61,17595 | 14,86816 | Grande Rivière | Grande Rivière | 80 | 80 | 215040 | 0 | 107520 |
| 453 | VARISOT Donald | -61,04824 | 14,70696 | La Lézarde | La Lézarde Rivière | 10 | 10 | 80640 | 0 | 40320 |
| 456 | NOUVET Daniel Guy | -60,95379 | 14,67935 | Rivière Mansarde Catalogne | Rivière Mansarde | 63 | 45 | 158756 | 2218 | 7938 |
| 459 | EARL PELE | -61,11282 | 14,77476 | Rivière Capot | Rivière Capot | 5 | 5 | 5040 | 0 | 2520 |
| 460 | SAS DISTILLERIE DU SIMON | -60,87029 | 14,58524 | Rivière du Simon | Rivière du Simon | 50 | 50 | 114000 | 17136 | 57000 |
| 461 | RANSAY Frédéric | -61,05266 | 14,79539 | Rivière du Lorrain | Rivière du Lorrain | 100 | 100 | 268800 | 0 | 134400 |
| 462 | RENGASSAMY Jean | -60,93198 | 14,50614 | Rivière Oman | | 1 | 1 | 784 | 0 | 392 |
| 463 | GOSSE ALEXANDRE | -60,96869 | 14,52428 | Rivière Salée | Rivière l'Abandon | 10 | 10 | 5600 | 0 | 2800 |
| 467 | SAINTE-LUCE Philippe | 061,02657 | 14,73809 | Rivière du Gallon | Rivière Falaise | 2 | 2 | 16128 | 0 | 8064 |
| 468 | JASAPRBBPM | 061,09639 | 14,83184 | Rivière Capot | Rivière Falaise | 40 | 40 | 63360 | 0 | 31680 |
| 469 | EARL Le Monde des Végétaux | 060,94431 | 14,59425 | Rivière la Manche | Rivière la Manche | 25 | 25 | 4800 | 0 | 2400 |
| 471 | ABSM | 060,87683 | 14,51424 | Grande Rivière Pilote | | 15 | 15 | 1800 | 0 | 900 |
| 473 | EARL LOMBE | 060,97572 | 14,59538 | La Lézarde | Rivière Caleçon | 20 | 20 | 2880 | 0 | 1440 |
| 475 | SCEA VICTOIRE | 060,93143 | 14,61458 | Rivière Desroses | Rivière Caleçon | 28 | 28 | 18816 | 233 | 9408 |
| 477 | LOUIS-SIDNEY Yves | 060,95189 | 14,48765 | Rivière Oman | Rivière Bois d'Inde | 15 | 15 | 4320 | 172 | 2160 |
| 479 | SAINTE ROSE MERIL Fred | 060,93411 | 14,65192 | Rivière Cacao | Rivière Cacao | 50 | 50 | 13000 | 0 | 6000 |
| 481 | EARL RORIPPA | 061,11303 | 14,74917 | Rivière Capot | Rivière Capot | 100 | 100 | 100800 | 0 | 50400 |
| 482 | AISENA née BELLERI Karine | -61,04552 | 14,72636 | Rivière du Gallon | Rivière du Gallon Bras Gornmier Percé | 10 | 10 | 2880 | 0 | 1440 |
| 486 | ADELE KULTURE | -61,03232 | 14,72023 | Rivière du Gallon | Gornmier Percé | 5 | 5 | 360 | 0 | 180 |
| 487 | BUISSON Raymond Gabriel | -60,91431 | 14,57801 | Rivière Salée | Rivière Les Couillisses | 5 | 5 | 900 | 0 | 450 |

| Clé Prélèvement | Nom Abridgé | X | Y | Bassin versant | Rivière | Débit M ³ /h | Débit Autorisé M ³ /h | Volume/an Demandé M ³ | Volume consommé M ³ | Volume autorisé M ³ |
|--------------------|-----------------------------|------------|-----------|-------------------------|--------------------------------------|----------------------------|--|--|-----------------------------------|-----------------------------------|
| 490 | BOSTON Corinne | -60,94934 | 14,68329 | Rivière Mansarde | Rivière Mansarde | 25 | 25 | 4000 | 32 | 20000 |
| 491 | BERNABE Franck | -60,88102 | 14,52340 | Grande Rivière Pilote | Grande Rivière Pilote | 10 | 10 | 720 | 0 | 360 |
| 492 | EARL RORIPPA | -61,113199 | 14,747000 | Rivière Capot | Rivière Roche | 50 | 50 | 72000 | 0 | 36000 |
| 494 | MEIT Philippe | 060,98446 | 14,73890 | Rivière du Gallon | Rivière du Gallon | 5 | 5 | 1500 | 0 | 750 |
| 495 | LAHELY Marie-France | 061,13958 | 14,76498 | la Roxelane | Rivière La Gallette | 15 | 15 | 6000 | 0 | 3000 |
| 496 | GUITTEAUD Miguel | 061,13658 | 14,76081 | la Roxelane | Rivière La Calave | 5 | 5 | 40320 | 0 | 20160 |
| 498 | CHARLES-ALFRED Maurice | 061,10319 | 14,76595 | Rivière Capot | Rivière Cloche | 5 | 5 | 31920 | 0 | 15960 |
| 502 | GALVA Christian | 061,05758 | 14,81332 | Rivière Fonds Massacre | Rivière Fonds Massacre | 5 | 5 | 40320 | 0 | 20160 |
| 503 | EARL LES OLIVIERS | 061,09365 | 14,81092 | Rivière Capot | Rivière Pirogue | 5 | 5 | 4000 | 0 | 2000 |
| 504 | EARL ZIME | 060,97719 | 14,75794 | Petite Rivière Salée | Petite Rivière Salée | 30 | 30 | 17280 | 10350 | 15774 |
| 505 | GRATERE Louis Robin | 060,91719 | 14,55492 | Rivière Salée | Rivière La Nau | 80 | 80 | 11520 | 184 | 5760 |
| 507 | EARL DUCOUDRAY | 061,04921 | 14,81087 | Rivière du Lorrain | Rivière du Lorrain | 100 | 100 | 96000 | 0 | 48000 |
| 508 | EARL DUCOUDRAY | 061,05249 | 14,05249 | Rivière du Lorrain | Rivière Carbin | 16 | 16 | 18816 | 1020 | 9408 |
| 509 | Mairie de Case Pilote | 061,13206 | 14,65196 | Rivière de Case-Pilote | Rivière de Case-pilote | 5 | 5 | 12600 | 0 | 6300 |
| 510 | ANNERY Daniel | 060,96876 | 14,66873 | La Lézarde | Petite Rivière | 20 | 20 | 10080 | 0 | 5040 |
| 512 | EXPLOITATION DU EPLEPPA ROI | -61,048794 | 14,828262 | Rivière Fonds Massacre | Rivière Fonds Massacre | 20 | 20 | 2880 | 0 | 1440 |
| 513 | EXPLOITATION DU EPLEPPA ROI | -61,002845 | 14,715952 | Rivière du Gallon | Rivière du Gallon | 20 | 20 | 2400 | 0 | 1200 |
| 514 | MACDOOM Jean-Charles | -61,04690 | 14,73645 | Rivière du Gallon | Rivière du Gallon | 5 | 5 | 1400 | 0 | 700 |
| 515 | EARL SEBASAGRI | -61,032125 | 14,757070 | Rivière de Sainte-Marie | Rivière du Gallon Bras-Gommier Percé | 4 | 4 | 2688 | 0 | 1344 |
| 516 | FIDELIN Michael, Médar | -61,13680 | 14,72122 | Rivière du Carbet | Rivière Foyal | 5 | 5 | 180 | 0 | 90 |
| 517 | EARL PONTALERY | -60,96885 | 14,6536 | La Lézarde | Petite Rivière | 10 | 10 | 2000 | 0 | 1000 |
| 518 | DOMETILLE Emmanuel Théod | -61,116497 | 14,729853 | Rivière du Carbet | Rivière du Carbet | 5 | 5 | 720 | 0 | 360 |
| 519 | Parc Naturel Régional | -61,12040 | 14,65381 | Rivière de Fond Bourlet | Rivière de Fond-Bourlet | 21 | 21 | 1008 | 0 | 504 |
| 520 | LESSORT Nelly Simone | -61,10476 | 14,77418 | Rivière Capot | Rivière François | 5 | 5 | 960 | 0 | 480 |
| 522 | EARL MORNE COCO | -61,12312 | 14,75087 | Rivière Capot | Rivière Madame | 5 | 5 | 720 | 0 | 360 |
| 523 | CONSEIL GENERAL | -61,044630 | 14,536755 | Rivière de la Pagerie | Rivière de la Pagerie | 130 | 130 | 50400 | 0 | 25200 |
| 524 | EARL AGROLOGIK | -61,11202 | 14,77006 | Rivière Capot | Rivière Capot | 50 | 50 | 403200 | 0 | 201600 |
| 525 | REMIR Marie Ange | -61,01775 | 14,76900 | Rivière de Sainte-Marie | Rivière de Beaudin | 10 | 10 | 5760 | 0 | 2880 |
| 526 | CTCS | -60,97396 | 14,62204 | La Lézarde | Petite Rivière | 50 | 50 | 22400 | 0 | 11200 |
| 527 | VENITE Roger | -60,95213 | 14,52506 | Rivière Salée | Rivière Bêtes Rouges | 30 | 30 | 10800 | 0 | 5400 |
| 528 | CAZEAU Gérard | -61,11279 | 14,76229 | Rivière Capot | Rivière Cloche | 5 | 5 | 11760 | 0 | 5880 |
| 529 | CHÂTEAU DEGAT Serge | -61,11364 | 14,77718 | Rivière Capot | Rivière Capot | 5 | 5 | 1200 | 0 | 600 |
| 530 | POMPONNE Bérand | 060,95190 | 14,48762 | Rivière Oman | Rivière Bois d'Inde | 5 | 5 | 200 | 82 | 100 |
| 531 | LUCAS Udeka | 060,93998 | 14,69362 | Rivière du Gallon | Rivière du Gallon | 5 | 5 | 540 | 0 | 270 |
| 532 | ALONZEAU Nicolas | 060,99277 | 14,72979 | Rivière du Gallon | Rivière du Gallon | 20 | 20 | 4800 | 0 | 2400 |
| 533 | DORVAL Jean-Philippe | 061,12848 | 14,63790 | Rivière de Fond Bourlet | Rivière de Fond-Bourlet | 5 | 5 | 720 | 0 | 360 |
| 534 | FRANCOIS Roland | -61,06308 | 14,83427 | Rivière Grande Anse | Rivière Grande Anse | 5 | 5 | 180 | 0 | 180 |
| 535 | MAURICRAGE Vincent | -61,15182 | 14,73121 | Rivière Anse Latouche | Rivière Grande Anse | 5 | 5 | 3600 | 0 | 3600 |
| 536 | JEAN-BAPTISTE Françoise | -61,147052 | 14,711487 | Rivière du Carbet | Rivière de Beauvallon | 25 | 25 | 18000 | 0 | 18000 |

DEAL

R02-2016-01-04-003

Arrêté portant subdélégation de signature de M. Patrick
BOURVEN en matière d'administration générale aux
agents de la DEAL

arrete SDS AdmiG Bourven 04janv2016



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MARTINIQUE

Direction de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de la Martinique

ARRÊTÉ N° / DALI / PAJC

portant subdélégation de signature en matière d'administration générale aux agents de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique.

LE PRÉFET DE LA MARTINIQUE

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n° 2010-1582 du 17 décembre 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans les départements et les régions d'Outre-Mer, à Mayotte et à Saint-Pierre et Miquelon ;
- Vu** le décret du 31 juillet 2014 nommant **M. Fabrice RIGOULET-ROZE**, préfet de la région Martinique, Préfet de la Martinique ;
- Vu** l'arrêté n° 10-04324 du 30 décembre 2010 portant organisation de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique ;
- Vu** l'arrêté du 10 mars 2015 du Premier ministre, de la ministre de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie, de la ministre du Logement, de l'Égalité des Territoires et de la Ruralité et de la ministre des Outre-mer nommant M. Patrick BOURVEN Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 201511-042 du 09 novembre 2015 donnant délégation à **M. Patrick BOURVEN**, Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique ;
- Sur** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Martinique ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : l'arrêté préfectoral du 31 mars 2015 n° 2015090-0010 portant subdélégation de signature de M. Patrick BOURVEN, Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, est abrogé.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Patrick BOURVEN, la délégation qui lui est conférée par l'arrêté préfectoral susvisé sera exercée par M. Jean-Louis VERNIER et M. Gilbert GUYARD, Directeurs adjoints.

ARTICLE 3 : Subdélégation permanente de signature est donnée à M. Jean-Louis VERNIER, Directeur Adjoint, pour les domaines suivants :

| DOMAINES | RÉF. AP DU |
|--|------------|
| AFFAIRES JURIDIQUES | 1 C |
| ENQUÊTES PUBLIQUES / COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES À CARACTÈRE CONSULTATIF | 1 D |
| URBANISME ET APPLICATION DU DROIT DES SOLS | 6 |
| PAYSAGES, EAU ET BIODIVERSITÉ | 10 |
| ESPÈCES PROTÉGÉES PROCÉDURES CITES | 11 |
| AVIS DE L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE | 15 |

ARTICLE 4 : Subdélégation permanente de signature est donnée à M. Gilbert GUYARD, Directeur Adjoint, pour les domaines suivants :

| DOMAINES | RÉF. AP DU |
|--|------------|
| ENQUÊTES PUBLIQUES/COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES À CARACTÈRE CONSULTATIF | 1 D |
| TRANSPORTS PUBLICS TERRESTRES | 3 |
| SÉCURITÉ ET ÉDUCATION ROUTIÈRE | 4 |
| DÉFENSE | 9 |
| PRÉVENTION DES RISQUES | 13 |
| ENVIRONNEMENT ET RISQUES INDUSTRIELS, CONTRÔLE DES VÉHICULES, ÉNERGIE | 14 |

ARTICLE 5 : Subdélégation permanente de signature est donnée aux Chefs de service et mission ci-après désignés pour la gestion des absences des agents placés sous leur autorité :

| | |
|----------------------|--|
| Michèle FAURE | Cheffe de la Mission Promotion du Développement Durable |
| Myriam LE DUFF | Cheffe de la Mission Enquête Publique Affaires Juridiques |
| Grégory LEFEBVRE | Chef de la Mission Stratégie, Pilotage, Performance |
| Nathalie NEREE | Cheffe du Pôle Communication |
| Pierre DUBRULLE | Secrétaire Général (par intérim) |
| Benjamin ESPÉRANCE | Chef du Service Paysages Eau Biodiversité |
| Manuella INÈS | Cheffe du Service Connaissance, Prospective, Développement Territorial |
| Cyrille LIROY | Chef du Service Transport, Mobilité, Sécurité |
| Danyel CHELOUDIAKOFF | Chef du Service Bâtiment Durable et Aménagement |
| Pierre-Arnaud MARTIN | Chef du Service Logement et Ville Durable |
| Georges DERVEAUX | Chef du Service Risques Énergie Climat |

Les chefs de service et de mission subdélèguent aux chefs d'unité et de pôle la gestion des absences des agents placés sous leur autorité.

ARTICLE 6 : Subdélégation permanente de signature est donnée aux Chefs de service et mission ci-après désignés pour les domaines suivants :

| DOMAINES | NOM | FONCTIONS |
|---|----------------------|--|
| Gestion du personnel (1 a) à l'exception des décisions de recrutement et de nomination | Pierre DUBRULLE | Secrétaire Général, pi |
| Affaires générales (1 b) à l'exception des ordres de mission à l'étranger | | |
| Représentation et défense de l'État lors des audiences (1c6) : - devant le Tribunal Administratif de Fort-de-France. - devant le Tribunal de Grande Instance de Fort-de-France. - devant la Cour d'Appel de Fort-de-France. - pour les affaires relevant de RH et en cas d'empêchement de la mission EPAJ. | | |
| Affaires juridiques (1c) et enquêtes publiques/commissions départementales à caractère consultatif | Myriam LE DUFF | Cheffe de la Mission Enquêtes Publiques et Affaires Juridiques |
| Stratégie, pilotage, performance (1e) | Grégory LEFEBVRE | Chef de la mission Stratégie, Pilotage, Performance |
| Transports publics terrestres (3) et sécurité et éducation routière (4) | Cyrille LIROY | Chef du service Transport, Mobilité, Sécurité |
| Logement social (5) à l'exception de l'attribution de subventions relatives à la politique sociale du logement (5a1), des agréments pour la réalisation de travaux de construction de logements de type PLS et PSLA (5a2) et les notifications aux communes dans le champ de l'art 55 de la loi SRU du 13/12/2000 (5c1) | Pierre-Arnaud MARTIN | Chef du Service Logement et Ville Durable |
| Urbanisme et application du droit des sols (6) à l'exception des décisions concernant les demandes de permis et déclarations préalables lorsque le projet est réalisé pour le compte de l'État sauf en cas de désaccord entre le maire et la DEAL (6b5), à l'exception des décisions dans le cadre de l'achèvement des travaux réalisés pour le compte de l'État (6c) et des porter-à-connaissance (6e) | Manuella INÈS | Cheffe du Service Connaissance, Prospective, Développement Territorial |
| Accessibilité (7) à l'exception de la signature des avis de la commission départementale d'accessibilité (y compris sur demande de dérogation (7a2)) | Danyel CHELOUDIAKOFF | Chef du Service Bâtiment Durable et Aménagement |

| DOMAINES | NOM | FONCTIONS |
|---|--------------------|---|
| Animation du Grenelle de l'environnement (12) | Michèle FAURE | Cheffe de la Mission Promotion du Développement Durable |
| Prévention des risques (13), environnement et risques naturels (14) à l'exception des décisions d'approbation des projets d'ouvrage de production et de transport d'énergie électriques (14e2), et de la délivrance des récépissés de déclaration ICPE (14f3) | Georges DERVEAUX | Chef du Service Risques Énergie Climat |
| Eau et milieux aquatiques (10a), biodiversité, Nature et Paysages (10b), domaine public maritime milieux marin et littoral (10d) | Benjamin ESPERANCE | Chef du Service Paysages Eau Biodiversité |

ARTICLE 7 : En cas d'absence ou d'empêchement des Chefs de Service et Chefs de Mission susmentionnés, la subdélégation de signature qui leur est conférée dans le cadre du présent arrêté est exercée suivant les modalités ci-après :

Pierre DUBRULLE : subdélégation de signature est donnée à :

Grégory LEFEBVRE, Chef de la mission Stratégie Pilotage Performance ;

Benjamin ESPÉRANCE : subdélégation de signature est donnée à :

Olivier PERRONNET, adjoint au Chef de service ;

Christophe GROS, adjoint au Chef de service ;

Manuella INÈS : subdélégation de signature est donnée à :

Bernard PLANCHET, adjoint au Chef de service ;

Danyel CHELOUDIAKOFF : subdélégation de signature est donnée à :

Hervé EMONIDES, adjoint au Chef de service ;

Cyrille LIROY : subdélégation de signature est donnée à :

- à Mme Annie CHAZAL, Déléguée au Permis de Conduire et à la Sécurité Routière, Cheffe de l'Unité Éducation Routière
- pour le domaine 4a2, à M. Alain BOIZARD, adjoint en Charge de l'Observatoire et des Transports Exceptionnels, pour signer les dérogations pour les véhicules de plus de 7,5T (arrêté du 28 mars 2006) ;

Pierre-Arnaud MARTIN : subdélégation de signature est donnée à :

Sylvie DU COUËDIC, adjointe au Chef de service ;

Georges DERVEAUX : subdélégation de signature est donnée à :

- pour le domaine 13a, à Jean-Jacques SALINDRE, adjoint au Chef de service ;
- pour les domaines 13b1, 14a, 14b, 14c, 14d, 14e1, 14e3, 14e4, 14f1, 14f2, 14f4, et 14g à Gwenn LAUDIJOIS, adjointe au Chef de service ;

ARTICLE 8 : Délégations de signature au sein des Unités Territoriales de l'État

Subdélégation de signature est donnée aux Chefs d'Unité Territoriale de l'État ci-dessous désignés pour les domaines et décisions suivantes :

Unité Nord Atlantique : Mme Chantal VELAYOUDON
Unité Sud : M. Julien PAIMBA

- pour les absences des agents placés sous leur autorité ;
- pour le domaine 7a limité aux notifications d'incomplets et de délais d'instruction des Agendas d'Accessibilité Programmée.


ARTICLE 9 : Les courriers signés dans le cadre de cet arrêté de subdélégation doivent porter la mention « Pour le Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et par délégation » et une copie doit être transmise pour information au secrétariat de Direction.

ARTICLE 10 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Schœlcher, le **04 JAN. 2016**

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement


Patrick BOURVEN

DEAL

R02-2016-01-04-004

Arrêté portant subdélégation de signature de M. Patrick
BOURVEN, aux agents de la DEAL en matière de
responsabilité de budgets opérationnels de programme
délégué et arrete SDS RBOP:RIO OS Bourven 04janv2016 responsabilité d'unité opérationnelle pour
l'ordonnancement secondaire délégué des recettes et des
dépenses sur le budget de l'État



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MARTINIQUE

Direction de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de la Martinique

ARRÊTÉ N°

/ DALI / PAJC.

portant subdélégation de signature de Monsieur Patrick BOURVEN, Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique, aux agents de la DEAL en matière de responsabilité de budgets opérationnels de programme délégué et responsabilité d'unité opérationnelle pour l'ordonnancement secondaire délégué des recettes et des dépenses sur le budget de l'État

LE PRÉFET DE LA MARTINIQUE

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001, modifiée, relative aux lois de finances ;
- VU** le décret n° 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable et portant règlement général sur la comptabilité publique ;
- VU** le décret du 31 juillet 2014 nommant **M. Fabrice RIGOLET-ROZE**, préfet de la région Martinique, Préfet de la Martinique ;
- VU** l'arrêté du ministre délégué au budget et à la réforme de l'État du 29 décembre 2005 relatif au contrôle financier des programmes et des services du ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du Territoire et du ministère du Logement et de la Ville, modifié par arrêté du 29 juillet 2008 ;
- VU** l'arrêté du 9 septembre 2009 portant règlement de comptabilité du ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer, en charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat, et du ministère du Travail, des Relations sociales, de la Famille, de la Solidarité et de la Ville pour la désignation d'un ordonnateur secondaire délégué ;
- VU** l'arrêté du 10 mars 2015 du Premier ministre, de la ministre de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie, de la ministre du Logement, de l'Égalité des Territoires et de la Ruralité et de la ministre des outre-mer nommant M. Patrick BOURVEN, Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2015079-0019 du 20 mars 2015, donnant délégation de signature à **M. Patrick BOURVEN**, Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, pour la responsabilité de budgets opérationnels de programme, la responsabilité d'unité opérationnelle de programme, pour l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses imputées sur le budget de l'État et pour l'exercice des attributions de pouvoir adjudicateur ;
- SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

Horaires d'ouverture : 8h00 – 12h00 du lundi au vendredi
14h00 – 16h00 les lundi et jeudi
Tél. : 05 96 59 57 00 – fax : 05 96 59 59 32
BP 7212 Pointe de Jaham
97274 Schoelcher cedex
deal-martinique-usagers@developpement-durable.gouv.fr

A R R Ê T E

ARTICLE 1 : l'arrêté préfectoral n° 2015090-0010 du 31 mars 2015 portant subdélégation de signature à Monsieur Patrick BOURVEN, Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique, aux agents de la DEAL en matière de responsabilité de budgets opérationnels de programme délégué et responsabilité d'unité opérationnelle pour l'ordonnancement secondaire délégué des recettes et des dépenses sur le budget de l'État, est abrogé.

ARTICLE 2 : subdélégation de signature est donnée, dans le cadre de leurs attributions, à Messieurs Jean-Louis VERNIER et Gilbert GUYARD, Directeurs adjoints, relative à l'exercice des compétences :

- de responsable des budgets opérationnels de programmes délégué prévus à l'article 2 de l'arrêté n° 2015079-0019 du 20 mars 2015 ;
- d'ordonnateur secondaire délégué tant pour les dépenses que pour les recettes de l'unité opérationnelle.

ARTICLE 3 : en cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Louis VERNIER et M. Gilbert GUYARD, subdélégation de signature est en outre donnée à Pierre DUBRULLE, Secrétaire Général par intérim, à l'effet de signer, dans les conditions fixées dans l'arrêté préfectoral susvisé, toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire délégué, tant pour les dépenses que pour les recettes.

En cas d'absence ou d'empêchement de Pierre DUBRULLE, Grégory LEFEBVRE, Chef de est autorisé à signer les actes relatifs à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire délégué, dans les mêmes conditions.

ARTICLE 4 : en qualité de responsable des budgets opérationnels de programme délégué, subdélégation de signature est en outre donnée à Guy-Albert GUSTO, responsable de l'unité budget du Secrétariat général, à l'effet de signer pour tous les programmes, tout mouvement de crédits entre BOP et UO. En outre, subdélégation lui est donnée pour signer toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire délégué, tant pour les dépenses que pour les recettes.

En cas d'absence ou d'empêchement de Guy-Albert GUSTO, subdélégation est donnée à Odile ODRI, responsable de l'unité commande publique du Secrétariat général et à Grégory LEFEBVRE, Chef de la mission Stratégie, Pilotage Performance à l'effet de signer tout mouvement de crédits entre BOP et UO.

ARTICLE 5 : en qualité de responsable délégué de Budgets Opérationnels de Programme (BOP) et Unités Opérationnelles (UO) et d'ordonnateur secondaire délégué tels que désignés dans le tableau ci-dessous, subdélégation de signature est donnée aux Chefs de Service ou de Mission à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- les propositions d'engagement hors CHORUS formulaire et les pièces justificatives qui les accompagnent ;
- les propositions d'émissions de factures (recettes non fiscales) et les pièces justificatives qui les accompagnent.

| BOP | INTITULÉ | NIVEAU | NOM | EN CAS D'ABSENCE OU D'EMPÊCHEMENT |
|------|---|------------------|--|--|
| 0113 | PAYSAGE, EAU ET BIODIVERSITÉ | BOP RÉGIONAL, UO | BENJAMIN ESPÉRANCE, CHEF DU SPEB | OLIVIER PERRONNET, ADJOINT AU CHEF DU SPEB CHRISTOPHE GROS, ADJOINT AU CHEF DU SPEB |
| 0135 | URBANISME, TERRITOIRES ET AMÉLIORATION DE L'HABITAT | BOP RÉGIONAL, UO | MANUELLA INÈS, CHEFFE DU SCPDT | BERNARD PLANCHET, ADJOINT AU CHEF DU SCPDT |
| 0181 | PREVENTION DES RISQUES | BOP RÉGIONAL, UO | GEORGES DERVEAUX, CHEF DU SREC | GWENN LAUDIJOIS, CHEFFE DU PÔLE RI JEAN-JACQUES SALINDRE, CHEF DU PÔLE RN |
| 0203 | INFRASTRUCTURE ET SERVICES DE TRANSPORT | BOP RÉGIONAL, UO | CYRILLE LIROY, CHEF DU STMS | ANNIE CHAZAL, DELEGUÉE AU PCSR ET CHEFFE DE L'ERC |
| 0207 | SÉCURITÉ ET ÉDUCATION ROUTIÈRE | BOP RÉGIONAL, UO | CYRILLE LIROY, CHEF DU STMS | ANNIE CHAZAL, DELEGUÉE AU PCSR ET CHEFFE DE L'ERC ALAIN BOIZARD, CHEF DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE |
| 0217 | CONDUITE ET PILOTAGE DES POLITIQUES DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA MOBILITÉ DURABLE | BOP RÉGIONAL, UO | PIERRE DUBRULLE, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL PI | GRÉGORY LEFÈBVRE, CHEF DE LA MISSION SPP |

ARTICLE 6 : en qualité de responsable d'Unités Opérationnelles (UO) et d'ordonnateur secondaire délégué tels que désignés dans le tableau ci-dessous, subdélégation de signature est donnée aux Chefs de Service ou de Mission à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences :

- les propositions d'engagement hors CHORUS formulaire et les pièces justificatives qui les accompagnent ;
- les propositions d'émissions de factures (recettes non fiscales) et les pièces justificatives qui les accompagnent

| BOP | BOP | NIVEAU | NOM | EN CAS D'ABSENCE OU D'EMPÊCHEMENT |
|------|---|--------------------|------------------------------------|--|
| 0217 | CONDUITE ET PILOTAGE DES POLITIQUES DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA MOBILITÉ DURABLE | UO DU BOP CENTRAL | MICHÈLE FAURE, CHEFFE DE LA MPDD | MYRIAM VALDÈS, CHARGÉE DE MISSION PSNDD |
| 0123 | CONDITIONS DE VIE OUTRE-MER | UO DU BOP RÉGIONAL | PIERRE-ARNAUD MARTIN, CHEF DU SLVD | SYLVIE DU COUËDIC, ADJOINTE AU CHEF DE SERVICE |
| 0174 | ÉNERGIE, CLIMAT, APRÈS-MINES | UO DU BOP CENTRAL | GEORGES DERVEAUX, CHEF DU SREC | GWENN LAUDIJOIS, CHEFFE DU PÔLE RI |

ARTICLE 7 : la liste des agents habilités à valider les demandes d'achats et les demandes de subventions ainsi qu'à constater le service fait, dans le cadre de CHORUS FORMULAIRE est précisée par une note interne.

ARTICLE 8 : la liste des agents autorisés à utiliser, dans le cadre de leurs attributions et compétences et dans la limite des enveloppes budgétaires qui leur seront allouées les cartes achats de la DEAL, est définie dans une note interne.

ARTICLE 9 : subdélégation de signature est donnée à Monsieur Georges DERVEAUX, Chef du Service Risques Énergie Climat, et en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, à Monsieur Jean-Jacques SALINDRE, Chef du Pôle Risques Naturels, à l'effet de signer les pièces relatives au Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs, dit « Fonds Barnier » :

- les propositions d'engagement auprès du Contrôleur Budgétaire Régional et les pièces justificatives qui les accompagnent ;
- les pièces de liquidation des dépenses de toute nature.

ARTICLE 10 : Le Secrétaire Général et le Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Directeur Régional des Finances Publiques de Martinique et aux fonctionnaires intéressés, affiché à la Préfecture de Martinique et publié au Recueil des Actes Administratifs.

Schoelcher, le 04 JAN. 2016

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement


Patrick BOURVEN

PREFECTURE MARTINIQUE

R02-2015-12-08-004

arrêté n° BCL2015342-0005 portant désignation du comptable public de la régie personnalisée dénommée "Centre de Planification, d'Information et d'Orientation Familiale".



PREFET DE LA MARTINIQUE

Secrétariat Général
Direction des Affaires
Locales et Interministérielles
Bureau des Collectivités Locales
N° DALI/BCL

LE PREFET DE LA MARTINIQUE Chevalier de l'Ordre National du Mérite

ARRETE N° BCL 2015 342-0005
**portant désignation du comptable public de la régie personnalisée dénommée « Centre de
Planification, d'Information et d'Orientation Familiale »**

VU le décret n ° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU la délibération du Conseil Général du 5 février 2015 créant une régie personnalisée dénommée « centre de planification, d'information et d'Orientation Familiale » ;

VU l'avis de la Directrice Régionale des Finances Publiques de la Martinique en date du 25 novembre 2015 relatif à la nomination du comptable de cette structure ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture;

ARRETE

Article 1 : M. Gilles GRAZIANI, comptable de la paierie départementale et payeur régional par intérim, est nommé comptable public de la régie personnalisée dénommée « **Centre de Planification, d'Information et d'Orientation Familiale** », à compter de ce jour.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours administratif devant le Tribunal administratif de Fort-de-France.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, la Directrice Régionale des Finances Publiques sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Martinique.

Fort de France, le **8 DEC 2015**

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général de la Préfecture
de la Région Martinique

RUE VICTOR SEVERE - BP 647-648 - 97 262 FORT-DE-FRANCE CEDEX - TELEPHONE 05 96 39 36 00 - TELEX 812 650 MR
TELECOPIE 05 96 71 40 29 - site internet www.martinique.pref.gouv.fr
Patrick AMOUSSOU-ADEBLE

PREFECTURE MARTINIQUE

R02-2015-10-05-001

arrêté N° BCL2015278-0001 portant règlement et
exécution du Budget Primitif 2015 de Case-Pilote.

PRÉFET DE LA MARTINIQUE

Fort-de-France, le 5 OCT. 2015

SECRETARIAT GÉNÉRAL

DIRECTION DES AFFAIRES LOCALES
ET INTERMINISTÉRIELLES

Bureau des Collectivités Locales
Pôle Contrôle Budgétaire

Le Préfet de la Martinique
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Arrêté n°BCL 2015278-0001 portant règlement et exécution du budget primitif 2015 de la commune de Case-Pilote.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 1612-4 et L.1612-5 ;

VU l'avis n° 2014-0053 du 15 juillet 2014 rendu par la Chambre Régionale des Comptes (CRC), sur le compte administratif 2013 de la commune de Case-Pilote, proposant des mesures de redressement en vue du rétablissement de l'équilibre budgétaire ;

VU le plan de redressement pluriannuel préconisé par la CRC qui prévoyait initialement un retour à l'équilibre des finances communales le 31 décembre 2019 ;

VU l'arrêté n° 2014311-0003 du 6 novembre 2014 par lequel le préfet a réglé, à la demande de la CRC le budget 2014 de la commune de Case-Pilote ;

VU la délibération du 26 mai 2015 par laquelle le conseil municipal de Case-pilote a adopté, en déséquilibre de 2 228 294,81 €, le budget primitif 2015 de la commune ;

VU la lettre du 3 juillet 2015 par laquelle le préfet a saisi la CRC du budget primitif 2015 de la commune de Case-Pilote sur le fondement des articles L. 1612-5 et L.1612-14 alinéa 2 du C.G.C.T., dans le cadre du suivi des mesures de redressement ;

VU la lettre du 3 juillet 2015 du préfet, par laquelle l'édilité a été informée de la saisine de la CRC ;

VU l'avis n° 2015-0109 du 8 septembre 2015 rendu par la CRC sur le compte administratif 2014 de la commune de Case-Pilote ;

VU l'avis n°2015-0110 du 8 septembre 2015 rendu par la CRC sur le budget primitif 2015 de la commune de Case-Pilote comportant d'une part, des corrections en dépenses et en recettes de la section de fonctionnement et d'investissement et d'autre part, des mesures de redressement ;

VU les corrections de la CRC portant le déficit à -2 416 294,81 € pour la section de fonctionnement et - 376 252,84€ pour la section d'investissement ;

VU le déficit de la section de fonctionnement ainsi constaté par la CRC qui préconise la diminution apportées au budget primitif par la CRC à la section de fonctionnent au chapitre « Produits services, domaines et ventes de - 74 000 € », « Impôts et taxes de - 114 000 € » ;

VU les corrections apportées par la CRC à la section d'investissement consistant à augmenter les dépenses d'emprunts et de dettes pour + 343 740,46 € et à diminuer le montant des subventions d'investissement attendues de - 32 512,38 € » ;

Considérant qu'il ressort des observations de la CRC que les recettes et les dépenses n'ont pas toutes été évaluées de façon complète et sincère, que le budget primitif 2015 de la commune de Case-Pilote n'a pas été voté en équilibre réel au sens de l'article L.1612-4 du CGCT, et que la CRC propose donc au préfet d'en effectuer le règlement ;

Considérant que le préfet peut, selon les dispositions de l'article R.1612-11 du CGCT, s'écarter des propositions de la CRC en motivant sa décision ;

Considérant le courrier du 18 septembre 2015 du Maire de Case-Pilote dans lequel il fait les propositions alternatives suivantes accompagnées des justificatifs requis :

- en section de fonctionnement :

> une augmentation des produits de gestion courante de + 39 700 € ;

> une diminution des Impôts et taxes de - 52 000 € ;

- en section d'investissement :

> une diminution des dépenses d'emprunts établie à 232 300,74 € ;

> le maintien de l'inscription de la subvention octroyée par le Conseil Général de + 32 512,38 € ;

Considérant que ces propositions contribuent à ramener le déficit du budget à - 2 472 895,55 € ;

Considérant que les justificatifs produits s'agissant de l'augmentation des produits de gestion courante (+ 39 000€), paraissent satisfaisants ;

Considérant que les prévisions de diminution du montant des taxes sur les carburants (-11 000 €) prévues par la ville respectent la moyenne des montants encaissés depuis le début de l'année 2015, soit 16 581,73 € par mois ;

Considérant que les prévisions de la ville en matière de perception des droits d'octroi de mer, (- 41 000 €) respectent la moyenne des versements perçus depuis le début de l'année 2015 au titre de l'octroi de mer, soit 188 236 € par mois ;

Considérant que la subvention attendue du conseil général au titre de la réfection des voiries communales pour un montant de 32 512,38€ est une recette certaine ;

Considérant que la créance de 343 740,46€ due à la Banque des Antilles Françaises (BDAF) présente un caractère obligatoire ;

Considérant que ces nouvelles propositions permettent de compenser les mesures financières de redressement proposées par la CRC et, par voie de conséquence, de diminuer le déficit du budget de la ville et de le stabiliser à - 2 584 335,27 € ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Martinique ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le budget primitif pour l'exercice 2015 de la commune du Case-Pilote est réglé en déficit à hauteur de - 2584 335,27 €, et rendu exécutoire conformément à l'état annexé au présent arrêté.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Martinique, le Maire de la commune de Case-Pilote et le Trésorier municipal de Fort de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Fort de France, le 5 OCT. 2015

Pour le Préfet et par délégation
le Secrétaire Général de la Préfecture
de la Région Martinique

Patrick AMOUSSOU-ADEBLE

Copie :

- Mme le DRFIP
- Mme l'agent comptable de Fort de France
- M. le président de la CRC
- M. le sous-préfet d'arrondissement

BUDGET PRIMITIF 2015

SECTION DE FONCTIONNEMENT- VUE D'ENSEMBLE

| Dépenses de fonctionnement | | Budget voté | correction Préfet | |
|----------------------------|---|---------------------|-------------------|---------------------|
| 011 | Charges à caractère général | 937 760,00 | 0,00 | 937 760,00 |
| 012 | Charges de personnel | 3 577 107,36 | 0,00 | 3 577 107,36 |
| 014 | Atténuation de produits | 236 288,00 | 0,00 | 236 288,00 |
| 65 | Autres charges gestion courantes | 1 698 696,19 | 0,00 | 1 698 696,19 |
| 66 | Charges financières | 169 000,00 | 0,00 | 169 000,00 |
| 042 | opérations d'ordre de transferts entre sections | 183 265,64 | 0,00 | 183 265,64 |
| 002 | Déficit reporté | 2 467 387,92 | 0,00 | 2 467 387,92 |
| | Total | 9 269 505,11 | 0,00 | 9 269 505,11 |
| Recettes de fonctionnement | | Budget voté | correction Préfet | |
| 013 | Atténuation de charges | 57 200,00 | 0,00 | 57 200,00 |
| 70 | Produits services, domaines et ventes | 244 632,40 | 39 700,00 | 284 332,40 |
| 73 | Impôts et taxes | 4 999 879,00 | -52 000,00 | 4 947 879,00 |
| 74 | Dotations et participations | 1 137 979,49 | 0,00 | 1 137 979,49 |
| 75 | Autres produits gestion courante | 35 000,00 | 0,00 | 35 000,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 56 000,00 | 0,00 | 56 000,00 |
| 042 | opérations d'ordre de transferts entre sections | 510 519,41 | 0,00 | 510 519,41 |
| | Total | 7 041 210,30 | -12 300,00 | 7 028 910,30 |

SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE

| Dépenses d'investissement | | Budget voté | correction Préfet | |
|---------------------------|---|---------------------|-------------------|---------------------|
| 16 | emprunts et dettes | 270 000,00 | 343 740,46 | 613 740,46 |
| 20 | Immobilisation incorporelles | 221 446,94 | 0,00 | 221 446,94 |
| 21 | Immobilisation corporelles | 356 169,96 | 0,00 | 356 169,96 |
| 23 | Immobilisation en cours | 1 889 768,65 | 0,00 | 1 889 768,65 |
| 040 | opérations d'ordre de transferts entre sections | 510 519,41 | 0,00 | 510 519,41 |
| 41 | opérations patrimoniales | 98 509,62 | 0,00 | 98 509,62 |
| | Total | 3 346 414,58 | 343 740,46 | 3 690 155,04 |
| Recettes d'investissement | | Budget voté | correction Préfet | |
| 10 | Dotations fonds divers et réserves | 216 000,00 | 0,00 | 216 000,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 1 939 787,73 | 0,00 | 1 939 787,73 |
| 16 | Emprunts et dettes | 760,00 | 0,00 | 760,00 |
| 040 | opérations d'ordre de transferts entre sections | 183 265,64 | 0,00 | 183 265,64 |
| 041 | opérations patrimoniales | 98 509,62 | 0,00 | 98 509,62 |
| 001 | Excédent reporté | 908 091,59 | 0 | 908 091,59 |
| | Total | 3 346 414,58 | 0,00 | 3 346 414,58 |

BALANCE GENERALE DU BUDGET

| Section de fonctionnement | | Budget voté | Correction Préfet | |
|-------------------------------------|--|----------------------|--------------------|----------------------|
| Dépenses | | 9 269 505,11 | 0,00 | 9 269 505,11 |
| Recettes | | 7 041 210,30 | -12 300,00 | 7 028 910,30 |
| Résultat | | -2 228 294,81 | -12 300,00 | -2 240 594,81 |
| Section d'investissement | | Budget voté | Correction Préfet | Règlement |
| Dépenses | | 3 346 414,58 | 343 740,46 | 3 690 155,04 |
| Recettes | | 3 346 414,58 | 0,00 | 3 346 414,58 |
| Résultat | | 0,00 | -343 740,46 | -343 740,46 |
| Résultat global prévisionnel | | -2 228 294,81 | -356 040,46 | -2 584 335,27 |

PREFECTURE MARTINIQUE

R02-2016-01-04-002

Arrêté n° Cab-2016-0001 du 04-01-2016 autorisant la
vidéo-verbalisation et l'extension du périmètre de
vidéoprotégé dans la ville de Fort-de-France



PRÉFET DE LA MARTINIQUE

CABINET
Section des Polices Administratives

Dossier n° 20150169

Le Préfet de la Martinique
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Arrêté n° Cab/2016-0001

**autorisant la vidéo-verbalisation et l'extension du périmètre vidéoprotégé,
en zone urbaine de la ville de Fort-de-France**

Vu le code de la sécurité intérieure, articles L 223-1 à L 223-9 et L 251-1 à L 255-1 ;

Vu le code de la sécurité intérieure, articles R 251-1 à R. 253-4 ;

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité, modifiée par la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure, notamment ses articles 17, 18 et suivants ;

Vu le décret du Président de la République du 16 mai 2014 nommant M. François de KEREVER, administrateur civil détaché en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Martinique ;

Vu le décret du Président de la République nommant en conseil des ministres du 31 juillet 2014 M. Fabrice RIGOLET-ROZE, préfet de la région Martinique, préfet de la Martinique ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013093-0013 du 3 avril 2013 autorisant l'exploitation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur d'un périmètre vidéoprotégé délimité géographiquement en zone urbaine de la ville de Fort-de-France, comprenant 43 caméras ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014239-0004 du 27 août 2014 donnant délégation de signature à M. François de KEREVER, sous préfet, directeur de cabinet du préfet de la Martinique ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2015029-0005 du 29 janvier 2015 portant désignation des membres de la commission départementale des systèmes de vidéoprotection ;

Vu la demande d'autorisation de mise en place de la vidéo-verbalisation dans la zone urbaine de vidéoprotection et une extension du périmètre vidéoprotégé, présentée par M. Didier LAGUERRE, Maire de la ville de Fort-de-France, délimité géographiquement par les adresses suivantes :

Nouveau périmètre vidéoprotégé au Sud par la mer des Caraïbes et au Nord par :

- Boulevard de la Marne (RN2),
- Avenue Martin Luther King,
- Pont Damas,
- Boulevard Léopold Bissol,
- Rocade (RD41),
- Rue du Capitaine Pierre Rose,
- Boulevard du Général de Gaulle,
- Boulevard François Mitterrand,

A l'Est par :

- Boulevard François Mitterrand,

A l'Ouest par :

- Rue Marie-Thérèse Gertrude,

Zone placée sous vidéoprotection

- Avenue Maurice Bishop,
- Route Nationale n° 9 (échangeur de Châteauboeuf à l'avenue Maurice Bishop),
- Carrefour maternité,
- Echangeur de Dillon-Autoroute,
- Viaduc de Dillon.

Vu le récépissé d'autorisation de mise en place de la vidéo-verbalisation dans la zone de vidéoprotection et la modification du périmètre vidéoprotégé délivré le 19 novembre 2015 ;

Vu l'avis favorable émis par la commission départementale des systèmes de vidéoprotection lors de sa séance du 26 novembre 2015 ;

Sur proposition du Sous-Préfet, Directeur de Cabinet ;

ARRETE

Article 1er : Monsieur Didier LAGUERRE, Maire de la ville de Fort-de-France, est autorisé pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à exploiter le système de vidéo-verbalisation et un nouveau périmètre vidéoprotégé, aux adresses sus-indiquées visionnant la voie publique, conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20150169.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 susvisée:

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 : Les modifications portent sur :
ajout de 18 caméras,

Article 3 : Le public devra être informé par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, et notamment pour le droit d'accès aux images, des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les articles R. 253-3 et R. 253-4 du code de la sécurité intérieure, la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011, les références du service et la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Les personnes habilitées à accéder aux images sont : Le Maire, l'Adjoint au Maire Délégué à la Sécurité, le DGA Citoyenneté et Proximité, le Directeur du Département Proximité et Sécurité.

Article 4 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, **les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.**

Article 5 : Le titulaire de l'autorisation devra tenir **un registre** mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 6 : Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter **garant** des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation, ainsi que dans la maintenance des systèmes mis en place. Des consignes très précises sur **la confidentialité** des images captées ou/et enregistrées, et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement occasionner, seront données à toutes les personnes concernées.

Article 7 : L'accès à la salle de visionnage, devra être **strictement interdit** à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 8 : Le droit d'accès aux informations enregistrées est régi par les dispositions de l'article L 253-5 du code de la sécurité intérieure.

Article 9 : Toute **modification** présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 10 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation pourra, après que l'intéressé aura été en mesure de présenter ses observations, **être retirée en cas de manquement** aux dispositions des articles L 251-1, L 251-2, L 251-3, L 252-6, L 253-1 à L 253-5, R. 253-1 et R. 253-2 du code de la sécurité intérieure.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard du code de la sécurité intérieure. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 11 : Cette décision est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Fort-de-France dans un délai **de deux mois** à compter de la date de sa notification à l'intéressé.

Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le préfet de la Martinique ou d'un recours hiérarchique auprès de Monsieur le ministre de l'intérieur (direction des libertés publiques et des affaires juridiques - bureau des polices administratives).

Le recours gracieux ou/et hiérarchique interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant la décision implicite ou explicite de l'autorité compétente.

Article 12 : Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. Une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture **quatre mois avant l'échéance** de ce délai.

Article 13 : l'arrêté préfectoral n° 2013093-0013 du 3 avril 2013 autorisant l'exploitation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement en zone urbaine de la ville de Fort-de-France, **est abrogé**.

Article 14 : Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet et le Directeur départemental de la sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé à M. Didier LAGUERRE, Maire de la ville de Fort-de-France et fera l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Martinique.

Fort-de-France, le **- 4 JAN. 2016**



Pour le Préfet
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet

François de KERÉVER

PREFECTURE MARTINIQUE

R02-2016-01-04-001

Décision portant sur la délégation de signature aux
collaborateurs du Directeur Interrégional des douanes
antilles guyane

DIRECTION GENERALE DES DOUANES
ET DROITS INDIRECTS
Direction interrégionale des douanes Antilles-Guyane
Plateau Roy Cluny
BP 81005
97261 Fort de France

DECISION n°
portant délégation de signature
aux collaborateurs
du directeur interrégional des douanes Antilles-Guyane

Vu l'arrêté du 18 novembre 2015 du Ministre des finances et des comptes publics nommant Monsieur Jean-François DUTHEIL Directeur interrégional des douanes Antilles-Guyane ;

Vu l'arrêté préfectoral de M. Fabrice RIGOULET-ROZE, Préfet de la Martinique, n° R02-2015-12-31-001/DALI/P.A.J.C. du 31 décembre 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-François DUTHEIL, directeur interrégional des douanes et droits indirects Antilles-Guyane, donnant délégation de signature pour l'administration générale et l'ordonnancement secondaire des recettes et dépenses du budget de l'État;

Le Directeur Interrégional des douanes Antilles-Guyane décide :

Article 1^{er} – la délégation consentie aux articles 1, 2 et 3 de l'arrêté préfectoral n° R02-2015-12-31-001/DALI/P.A.J.C. du 31 décembre 2015 sus-visé est déléguée à :

- M. Marc GALERON, administrateur supérieur des douanes, adjoint au directeur interrégional
- Mme Gisèle CLEMENT, administratrice des douanes, cheffe de la direction régionale des garde-cotes Antilles-Guyane,
- M. Christian LACOUME, administrateur des douanes, chef de la recette régionale

Article 2 – la délégation consentie à l'article 1 de l'arrêté préfectoral n°R02-2015-12-31-001/DALI/P.A.J.C. du 31 décembre 2015 sus-visé est déléguée à :

- M. Raphaël ROUS Inspecteur principal, Chef du pôle « gestion des ressources humaines »

à l'exception des décisions à caractère disciplinaires du premier groupe pour les agents de catégories B et C

Article 3 – la délégation consentie à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° R02-2015-12-31-001/DALI/P.A.J.C. du 31 décembre 2015 sus-visé est déléguée à :

- M. Thomas DAGUIN, inspecteur principal, chef du pôle logistique et informatique.
- Mme Élisabeth HAMEL, inspectrice, cheffe du service du matériel
- Mme Yasmina HAMADI, inspectrice, cheffe du service de la comptabilité

Article 3 – La présente décision sera notifiée à Mme la directrice régionale des finances publiques de la région Martinique et aux fonctionnaires intéressés, publiée au recueil des actes administratifs et affichée dans les locaux de la direction.

Fort de France, le 04 janvier 2016

L'administrateur général des douanes,
Jean-François DUFHEIL